

## **02.06.07 Assemblée des délégués de la Société suisse des officiers de la logistique - Colombier**

Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs,

J'ai l'honneur et le plaisir de vous apporter les salutations des autorités cantonales neuchâteloises et de vous souhaiter la bienvenue. Je vous remercie de votre invitation à cette manifestation et de me permettre ainsi de partager quelques-unes de vos préoccupations.

Vous avez tous les jours l'occasion de vous en apercevoir, on parle beaucoup d'armes et d'armée ces temps dans les Parlements et dans les médias. Ce n'est pas un mal, bien au contraire. Cela signifie que les questions qui concernent notre sécurité intérieure et extérieure préoccupent beaucoup les citoyens.

Cependant, si l'on parle beaucoup de sécurité et d'armée, c'est aussi le résultat d'une situation particulière. L'armée est en train de vivre une mutation fondamentale. Les changements se suivent à un rythme soutenu. Ses missions changent, ses structures changent. Les perspectives qu'elle offre aussi au niveau des carrières changent. Les mentalités en revanche, changent moins rapidement et l'on sent ici et là des doutes, des inquiétudes, des remises en cause.

Le monde a évolué. Les menaces qui pèsent sur notre pays aussi. La notion de sécurité s'est profondément modifiée. Elle a été élargie et nuancée. Notre armée change donc aussi en conséquence.

Que constate-t-on ?

Premièrement, les frontières ne sont pas étanches. Les être humains les traversent légalement ou illégalement sans beaucoup de difficulté.

Deuxièmement, l'éloignement ne nous met pas à l'abri. Des événements qui se produisent loin de chez nous peuvent avoir des répercussions sur notre territoire. Notre sécurité passe donc aussi par notre action dans des pays lointains.

Troisièmement, si autrefois un Etat faisait la guerre à un autre Etat, aujourd'hui, des faits dus à des groupements non étatiques peuvent ressembler étrangement à des faits de guerre.

Quatrièmement, les conflits sont souvent asymétriques et certains groupes armés privés peuvent acquérir des armes de guerre.

Nous devons donc nous adapter à ces faits nouveaux et y répondre par une stratégie adaptée et une armée repensée.

On peut admettre un certain continuum entre la sécurité extérieure et la sécurité intérieure. La tendance aujourd'hui est au transfert des ressources destinées à la défense du territoire vers la défense de la population. C'est ce qui se concrétise dans les étapes de développement 2008-2011. L'un des domaines où nous innovons, c'est l'engagement subsidiaire des forces armées au profit des autorités civiles et de la sécurité intérieure. Ca se discute.

Que l'armée puisse rendre quelques services à la police quand celle-ci n'est pas suffisamment équipée, je l'admets, de manière circonstancielle. Qu'elle devienne une seconde police, ce serait un choix délicat, dont je ne voudrais pas prendre la responsabilité.

Peut-être devrions-nous nous poser la question de l'équipement de nos polices. Mais là n'est pas le problème n'est-ce pas ? Nous sommes dans un état fédéraliste et la police, chacun le sait, est cantonale et communale... Les finances cantonales et communales étant ce qu'elles sont... Mais les choses s'améliorent, paraît-il, tant pour les finances cantonales neuchâteloises, qui sont enfin dans les chiffres noirs pour la première fois depuis de nombreuses années, que pour la collaboration avec la Conférence des directeurs cantonaux de la sécurité.

Vous ne m'entendrez pourtant pas dire que l'on ne devrait faire qu'un seul département de la sécurité, c'est à la mode ces jours. Le Conseil des Etats a adopté une proposition allant dans ce sens. Non. Pour moi, la distinction entre l'armée et la police fait partie des règles de base de la démocratie. Même si la Suisse est une vieille démocratie, et qu'elle peut nous paraître solide, ce n'est pas une raison pour lui donner des structures caractéristiques d'états dictatoriaux.

Notre sécurité dépend bien sûr essentiellement de la paix. La paix et la sécurité des citoyens ne sont pas le résultat du hasard ou de la volonté de diplomates géniaux. Elles ne peuvent pas non plus être laissées à la responsabilité unique de l'armée ou de la police. La paix et la sécurité se construisent jour après jour par notre implication dans la politique internationale, y compris auprès des pays lointains, par le renforcement du droit international et des Etats de droit, par des relations économiques et politiques équilibrées et respectueuses des droits de l'homme et par des échanges culturels propres à renforcer la compréhension entre les peuples. Nous devons toujours garder en tête cette vue globale de la paix et de la sécurité.

Au milieu de toutes ces réflexions et de tous ces changements, j'avais envie de dire jusqu'à jeudi, que la logistique était restée à l'abri des grands problèmes ! Des réorganisations sans bouleversements, un service axé sur la prestation, un

allègement des processus pour rendre les mouvements plus dynamiques. A la lecture de la presse de jeudi pourtant, j'ai appris que « la logistique traverse une crise sans précédent », selon les termes de l'Express. A la lecture de l'article, j'ai appris qu'il y avait un certain nombre de problèmes informatiques à résoudre pour mettre en place une plateforme de gestion de la BLA et que des problèmes économiques pourraient suivre... Personne n'est donc à l'abri... Vous nous en direz sans doute quelques mots tout à l'heure.

Votre travail, qui est des plus fondamentaux, reste pourtant souvent assez discret. Son importance mérite aujourd'hui d'être relevée. Permettez-moi de vous remercier pour votre engagement et votre apport à notre sécurité à tous.

Je vous souhaite de traverser les mutations qui touchent notre armée avec toute la sérénité que l'on peut désirer et de pouvoir continuer votre travail avec plaisir et pour le bien de tous.